

COMMUNIQUE DE PRESSE CONCERNANT LES ANNONCES DE COUPES BUDGETAIRES DU CONSEIL REGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE



CIDFF 44, SOLidarité femmeS Loire-Atlantique, Planning Familial 44

La lutte contre les violences sexistes et sexuelles, pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour les droits des femmes et contre toutes les formes de discriminations est une priorité.

Nous, représentant.e.s des associations le CIDFF 44 (centre d'information sur le droit des femmes et des familles) ,le Planning Familial 44 et SOLidarité femmeS Loire-Atlantique, nous indignons contre l'annonce de la suppression brutale des subventions du Conseil Régional des Pays de la Loire, dans le champ de l'égalité.

Le 22 novembre dernier, nous apprenions la suppression des subventions versées par le Conseil Régional des Pays de la Loire à la Fédération Régionale du CIDFF, celle du Planning Familial, et à l'Union Régionale Solidarité Femmes. Ces subventions permettent de mener des actions de prévention, de sensibilisation et d'écoute dans nos différents départements.

En Loire-Atlantique, la suppression de ces financements représente l'annulation pure et simple d'actions concrètes :

- 33 séances d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle menées par le Planning Familial 44 ainsi que le financement d'outils pédagogiques.
- 250 h d'écoute pour les femmes victimes de violences assurées par SOLidarité femmeS Loire-Atlantique
- 225 permanences d'informations et de prévention en matière de droits des femmes assurées dans 15 communes par le CIDFF 44
- 15 sessions menées dans le cadre de notre programme commun « 3 Réseaux », sous la forme d'actions de prévention auprès des lycéen·nes autour du droit des femmes et de la prévention contre les violences sexistes et sexuelles.

Ces actions nécessitent aussi de la coordination, du fonctionnement (locaux, déplacements, etc). Supprimer ces fonds, c'est supprimer des actions, mais aussi des emplois. **Couper ces budgets, c'est surtout empêcher l'accompagnement de femmes, de personnes victimes ; ce sont des lycéen.ne.s qui ne bénéficieront plus de séances de prévention, pourtant prévues dans la loi.**

Au moment où Gisèle Pélicot demande à faire lever le huis clos du procès de ses agresseurs présumés et se met en lumière pour défendre toutes les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles, la présidente de la Région Pays de la Loire décide de présenter un budget honteux, soutenu par les élu.e.s de sa majorité.

Les actions que nous menons contribuent à réduire les discriminations. Prévenir c'est réduire à long terme les violences sexistes et sexuelles, c'est ne plus se complaire dans la culture du viol, c'est construire une société plus égalitaire.

Si le Conseil Régional maintient sa décision au vote du budget du 19 décembre prochain, ce sera un signal alarmant adressé à toutes les personnes qui subissent des violences sexistes, sexuelles et autres discriminations liées au genre et à l'orientation sexuelle sur notre territoire.

Nous, CIDFF 44, Planning Familial 44 et SOLidarité femmeS Loire-Atlantique, ne pouvons accepter que de telles décisions politiques soient prises et que nous soyons mis-es devant le fait accompli !

Nous dénonçons les faux arguments avancés par la majorité du Conseil Régional pour justifier sa décision et selon lesquels nos actions ne seraient pas de leurs compétences. Les lycées sont de la compétence de la Région, les habitant.e.s aussi !

Nous dénonçons l'hypocrisie de la Région qui publiait, il y a deux ans, une « stratégie régionale pour l'égalité, le civisme et l'engagement 2022-2027 » prévoyant notamment un fonds dédié au « soutien aux têtes de réseaux », à la « lutte contre l'isolement et les violences faites aux femmes » et à la « lutte contre les violences faites aux enfants ».

Nous rappelons notre solidarité avec les secteurs de la culture, du sport, de la vie associative, également touchés par ces décisions.

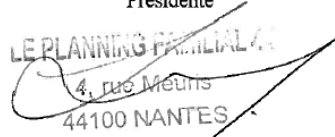
Nous demandons au Conseil Régional de revenir sur ses décisions, et appelons à nous mobiliser pour faire part de notre indignation.




SOLidarité femmeS Loire-Atlantique
23 rue Jeanne d'Arc - 44000 Nantes
SIRET : 31757630400073
www.solidaritefemmes-la.fr

Laure Vanwassenhove

Présidente



LE PLANNING FAMILIAL 44
4, rue Métais
44100 NANTES
TÉL. 02 40 20 41 51

Contacts presse :

CIDFF 44 : Martine Le Jeune, présidente, presidence@cidff44.fr, Willy Gibert, directeur, 07 81 03 75 84

Planning Familial 44 : Marie-Lucie Genet, administratrice 06 95 70 61 98 et Bérengère Tessé, directrice 06 72 52 35 21

SOLidarité femmeS Loire-Atlantique : Hervé Gransart, président 06 07 55 66 62, Catherine Vignaud, directrice, 06 42 95 93 44